Résolution du 27 octobre 2015 de Mme et MM. Eric Bertinat, Natacha Buffet-Desfayes, Jacques Pagan, Pierre Scherb, Jean Zahno, Didier Lyon et Christo Ivanov: «Pour que la Ville exige le respect de la loi».

(acceptée par le Conseil municipal
lors de la séance du 28 octobre 2015)

RÉSOLUTION

Considérant que:

- l'article 4, alinéa 1, de la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement (LRDBH) stipule que «l'exploitation de tout établissement régi par la présente loi est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation d'exploiter délivrée par le département compétent»;
- le Service du commerce (SCOM) reçoit et instruit les requêtes, délivre les autorisations prévues par la loi et prononce les mesures et sanctions administratives prévues par la loi (article 1, alinéa 2, du règlement d'exécution de la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement), alors que le Département de la sécurité et de l'économie (DSE) est chargé de l'application de ce règlement (comme le prévoit son article 1, alinéa 1);
- l'association L'Animalerie/Usine (ci-après «l'Usine») exploite cinq buvettes dans son enceinte, qui ne bénéficient d'aucune autorisation d'exploitation au sens de la LRDBH, de sorte qu'elle s'expose elle-même aux sanctions prévues par cette loi;
- afin de pouvoir continuer de bénéficier de dons et de subventions pour son fonctionnement, l'Usine s'est formellement engagée, au printemps dernier, envers le DSE à déposer cinq demandes d'autorisation d'exploiter relatives à chacune de ses buvettes et ce, conformément à la loi et aux exigences du SCOM;
- aujourd'hui, force est de constater que, en violation de l'accord conclu et des exigences du service compétent, l'Usine refuse de déposer cinq demandes d'autorisation distinctes en affirmant, d'une part, que ses buvettes sont «accessoires» à son offre culturelle, mais, d'autre part, par la voix du département de la culture et du sport, qu'un traitement administratif distinct de ces mêmes buvettes accessoires mettrait en péril son existence même, ce qui n'a aucun sens;
- encore une fois, après les occupants illégaux de la Maison des arts du Grütli, la Ville prend parti pour les agitateurs qui refusent de se plier à la loi, alors que l'article 2, alinéa 1, de la loi sur l'administration des communes stipule que «l'autonomie communale s'exerce dans les limites de l'ordre juridique et plus particulièrement des compétences cantonales et fédérales, ainsi que du pouvoir de surveillance auquel la commune est soumise»,

le Conseil municipal:

- exige que l'Usine demande sans délai cinq autorisations administratives distinctes pour ses buvettes afin de se mettre en conformité avec la loi;
- prévient que toute subvention de la Ville de Genève, en vertu de la convention de subventionnement 2015-2018 entre le Canton, la Ville et le Théâtre de l'Usine, sera suspendue tant que les buvettes concernées n'auront pas obtenu les autorisations du SCOM.